



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE
SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ

**CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS
RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

Melun, le

Secrétariat de la sous-commission ERP-IGH
SDIS de Seine & Marne
Groupement Prévention
56 avenue de Corbeil - BP 70109 - 77001 Melun Cedex
Tél : 01 60 56 84 25

Affaire suivie par : Capitaine Cécile MULLER/SG

RAPPORT D'ETUDE

SEANCE DU VENDREDI 21/06/2019

PROCES-VERBAL N° 2019.14

AFFAIRE N° 01

REFERENCES DE L'AFFAIRE

IDENTIFIANT : H28800039.001

OBJET : Schéma directeur de mise en sécurité
Demandes de dérogations
Levée de prescriptions

ORIGINE DE LA SAISINE : M. le Maire de Melun

EN DATE DU : 15/03/2019

REF. DU RAPPORT : AT 2019.503888

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

RAISON SOCIALE : CITE ADMINISTRATIVE

BATIMENT C

RESPONSABLE DE L'ETABLISSEMENT : M. ROQUES, mandataire unique

ADRESSE : Boulevard Chamblain

COMMUNE : MELUN

CODE POSTAL : 77000

CLASSEMENT : TYPE (S) : IGHW1 (bureaux)

REFERENCES REGLEMENTAIRES

Code de la Construction et de l'Habitation

Décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Arrêté du 18/10/1977 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

REMARQUES LIMINAIRES :

- toutes éventuelles inexactitudes ou omissions constatées dans le présent rapport doivent être signalées au secrétariat de la commission de sécurité.
- en application de l'article L 123-1 du Code de la construction et de l'habitation, les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public doivent être conformes aux règles de sécurité fixées par décret en Conseil d'Etat.
- en application de l'article R 123-43 du Code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

PREAMBULE :

Par courrier en date du 15/03/2019 reçu le 15/03/2019, monsieur le Maire de MELUN a transmis, pour avis, au secrétariat de la sous-commission ERP-IGH, un dossier présentant un schéma directeur de mise en sécurité, accompagné de 3 demandes de dérogations, ainsi qu'une levée de prescriptions concernant le bâtiment C de la CITE ADMINISTRATIVE sis boulevard Chamblain sur la commune de MELUN.

DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET :

Depuis 2001 le bâtiment a fait l'objet de nombreux travaux de réhabilitation, sans que ceux-ci n'aient été contrôlés par un organisme agréé, ni fait l'objet d'un avis favorable de la commission de sécurité lors des visites de réception avant ouverture au public.

Ces travaux, effectués dans l'IGH dont le permis de construire a été déposé en 1968, ont notamment concerné :

- la mise en conformité du désenfumage,
- la modification SSI de catégorie A,
- le remplacement de 2 poteaux d'incendie (n° 11 et 12),
- l'encloisonnement des cages d'ascenseurs,
- la suppression des accès au bâtiment B,
- la création d'une galerie couverte reliant le bâtiment B à l'IGH,
- la réfection des façades,
- le renforcement par des éléments maçonnés coupe-feu 2 heures ou verriers pare-flamme 1 heure des baies au RDC haut, R+1 et R+2,
- la réhabilitation complète des niveaux,
- le remplacement des menuiseries extérieures,
- le réaménagement du RDC bas,
- la modification des circulations horizontales, des gaines verticales, des aménagements intérieurs, de l'éclairage de sécurité, des installations de chauffage, des sanitaires.

La commission de sécurité a constaté lors de ses diverses visites :

- l'absence de rapport de vérification du potentiel calorifique des circulations communes et des étages réaménagés,
- l'absence de procès-verbal de la réception du SSI établi par la personne chargée de la coordination et du rapport final établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur,
- qu'aucun document de vérification n'a pu être fourni à l'appui de ces travaux, y compris dans les 15 niveaux terminés accueillant des usagers,
- que les travaux liés à l'isolement par rapport au bâtiment B (hormis le mur mitoyen) et la galerie n'ont pas été réalisés.

Le pétitionnaire a missionné un bureau de contrôle en 2015 afin de réaliser un audit et de fournir un RVRAT relatif à l'ensemble de ces travaux. Ledit RVRAT « immeuble de grande hauteur Melun – Rénovation de la cité administrative », missions AV + F + HAND + L + LE + PHa + PV + SEI, référencé n° 1077061/1 révision n° 4, établi par le bureau VERITAS le 05/11/2015 comporte 56 non-conformités.

En séance du 09/06/2017, une nouvelle autorisation de travaux de rénovation de certains niveaux a fait l'objet d'un avis défavorable de la commission de sécurité, au regard du niveau général de sécurité du bâtiment et de l'antériorité des nombreuses non-conformités. A cette occasion, il a clairement été établi que la sous-commission ERP-IGH ne pourra évaluer le niveau réel des avancées que dans l'analyse d'un projet de mise en sécurité englobant l'ensemble du bâtiment.

Depuis, plusieurs travaux permettant de lever certaines non-conformités relevées dans le RVRAT cité ci-dessus : « immeuble de grande hauteur Melun – Rénovation de la cité administrative », qui ont fait l'objet d'un nouveau RVRAT, comportant 25 observations, ont été réalisés (rapport de vérifications réglementaires après travaux « Levée des réserves Rapport n°1 077 061 indices 5 et reprise indice 5 citée administrative », mission SEI, référencé n° 7152417/1 révision n° 1, établi par le bureau VERITAS le 25/01/2019).

Le schéma directeur de mise en sécurité présenté dans cette étude propose un échéancier dans le but de lever ces 25 non-conformités restantes.

Le projet vise à mettre le bâtiment en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 1977 (JO du 25 octobre 1977), modifié par l'arrêté du 22 octobre 1982 (JO du 22 décembre 1982), et les dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 pour les travaux réalisés après la parution et la date de mise en vigueur de celui-ci.

Les dispositions ne pouvant techniquement pas être respectées font l'objet de 3 demandes de dérogation.

DESCRIPTION SOMMAIRE DU SCHEMA DIRECTEUR DE MISE EN SECURITE

Parmi les non-conformités constatées lors des différentes commissions de sécurité, 6 points majeurs sont particulièrement impactant pour la sécurité. Les propositions de traitement du pétitionnaire sont les suivantes :

- défaut d'isolement du bâtiment B et de l'IGH (GH 8 et 11) :
 - réaction au feu de la couverture galerie de liaison entre les 2 bâtiments : ce point sera traité dans la première tranche de travaux,
 - réaction au feu du revêtement de sol et désenfumage de la galerie, installation d'une DAI (détecteur automatique d'incendie) dans la galerie au droit de la porte du bâtiment B : objet de la première demande de dérogation.
- non-conformité relative au comportement au feu des façades (GH 12) :
 - la stabilité au feu de degré 2h des parties porteuses des façades et la limitation de la propagation d'un incendie d'un compartiment à l'autre par les jonctions ou par l'extérieur ne sont pas évaluées : la mission d'évaluation sera confiée au CSTB ou EFFECTIS en 2022.
- non-conformité de l'isolement entre le bâtiment B et l'IGH au niveau des façades (formation d'un dièdre, GH 13) :
 - objet de la demande de dérogation n° 2.
- Absence de conformité du SSI A (GH 49) :

- redéfinition des zones d'alarme et implantation de la détection automatique d'incendie (entre autres) : un coordinateur SSI est missionné, la remise en conformité totale sera effectuée sur les 3 tranches de travaux.

- défaut d'isolement des gaines (GH19, GH 35, GH 40) :

- le calfeutrement est prévu : ce point sera traité dans la première tranche de travaux.

- absence de dissociation des volumes des escaliers desservant les étages et ceux desservant les sous-sols (GH 23) : objet de la demande de dérogation n° 3.

Les travaux du schéma global de mise en sécurité concernent principalement :

Première tranche : 2019

- couverture de la galerie de liaison entre l'IGH et le bâtiment B,
- classement des PV de réaction au feu et mise en place d'une procédure de gestion administrative des documents relatifs aux matériaux de construction,
- calfeutrement des gaines verticales,
- mise à niveau du système de désenfumage du dispositif d'intercommunication,
- début de mise en conformité du SSI,
- pose d'interphones permettant l'alerte intérieure,
- pose de plans de niveau et de numérotation d'étages dans les escaliers,
- intensification des formations des agents SSIAP,
- amélioration du balisage d'évacuation,
- délimitation des espaces d'attente des personnes en situation de handicap.

Deuxième tranche : 2020

- constitution d'un dossier technique spécifique du système de désenfumage,
- mise en place d'inverseurs équipés d'une commande locale manuelle permettant le choix des sources (M0 entre les 2 contacteurs) de l'alimentation électrique de sécurité (AES) conformément à l'article GH 43,
- mise en conformité du SSI (suite),
- isolement des canalisations issues des TGBT 2 et TGBT 3 cheminant dans les dégagements du bâtiment B,
- isolement des canalisations issues du GES traversant l'atelier dans un cheminement technique protégé coupe-feu de degré 2h.

Troisième tranche : 2022

- évaluation du comportement au feu des façades par un organisme agréé (CSTB ou Effectis),
- transfert du PCS au RDC bas,
- modification du sens d'ouverture des portes du RCB Nord Sein et du sas SUD Ville ;
- modification des commandes Prioritaires Pompiers des ascenseurs au niveau d'accès des secours,
- installation de clapets coupe-feu dans les gaines de ventilation au RCB au droit des Circulations Horizontales Communes (CHC),
- mise en conformité de l'éclairage de sécurité des CHC et escaliers conformément à l'article GH 48 de l'arrêté du 30/12/2011,
- mise en conformité du SSI (fin),
- remplacement des portes afin de limiter la charge calorifique des compartiments en exploitation.

DEMANDES DE DEROGATIONS :

Demande de dérogation n°1 :

Le pétitionnaire sollicite l'avis de la commission de sécurité sur une dérogation à l'article GH 8 de l'arrêté du 30 décembre 2011 concernant la réaction au feu du plancher de la galerie d'intercommunication avec le bâtiment B, dite « galerie couverte - ouverte », située le long de la façade Nord du bâtiment B. Il sollicite également l'avis sur une dérogation à l'article GH 10 du même arrêté, concernant l'absence d'un exutoire de fumées et l'absence d'installation d'une tête de détection incendie au droit de la passerelle.

La « galerie couverte-ouverte », incluse dans le volume de protection de l'IGH, est équipée d'un plancher en bois tropical, peu inflammable, mais n'étant pas incombustible.

La galerie est ouverte sur la totalité de sa façade Nord. Elle ne forme donc pas une circulation enclouée, l'installation d'un exutoire de désenfumage est inutile. De même, la détection de fumées au sein de la passerelle ne serait pas efficace par l'installation d'une détection automatique d'incendie, soumise aux intempéries, au niveau de la partie proche de l'IGH de cette galerie.

Les mesures compensatoires suivantes sont proposées :

- le bois sera traité de sorte qu'il dispose d'un degré de réaction au feu classé M1 (selon les recommandations du Groupement Technique Français de l'Ignifugation (GTFI) ;
- de la vidéosurveillance est installée, reliée au PC sécurité, permettant une détection précoce d'un départ de feu.

Analyse réglementaire :

L'article GH 8 dispose que : « *Servitude du volume de protection :*

§ 1. A l'exception des constructions visées aux paragraphes 2 et 3 ci-dessous, le volume de protection est dégagé de tout élément combustible, végétation exclue [...] ».

L'article GH 10 dispose que : « *Parois en contiguïté avec d'autres constructions :*

Passerelles de liaisons :

§ 1. Les dispositifs de franchissement des parois de l'immeuble en contiguïté avec d'autres constructions, au nombre de deux au plus par compartiment, se situent dans les circulations horizontales communes pour l'immeuble de grande hauteur et doivent déboucher dans les parties communes pour les tiers non immeubles de grande hauteur. Ils satisfont aux dispositions de l'article GH25 [...]

§ 4. La mise en place de passerelles de liaison entre un immeuble de grande hauteur et un bâtiment en vis-à-vis est autorisée à condition de respecter les dispositions suivantes : [...]

- chaque passerelle dispose d'au moins un exutoire permettant l'évacuation des fumées tel que défini à l'article GH 29, § 3. [...]

- le dispositif d'intercommunication éventuel et la maintenance de la passerelle sont placés sous la responsabilité du propriétaire de l'immeuble de grande hauteur ou de son mandataire.

En complément, le système de détection automatique d'incendie de l'immeuble de grande hauteur comprend un détecteur situé à proximité immédiate du dispositif d'intercommunication, côté passerelle.

La sensibilisation de ce détecteur commande la fermeture des portes du dispositif d'intercommunication.

Ce dispositif d'intercommunication est placé sous la responsabilité du propriétaire de l'immeuble de grande hauteur ou de son mandataire. »

Analyse de la demande :

La limitation de la réaction au feu des matériaux permet de limiter l'ignition et la propagation rapide d'un incendie dans les dégagements.

L'ignifugation du sol rendra celui-ci difficilement inflammable. La circulation de plain-pied étant ouverte sur toute une façade, les fumées et gaz chauds produits par un incendie pourront s'évacuer par cette ouverture et le public aura la possibilité de s'extraire en cas de sinistre.

La vidéosurveillance permet au personnel en charge de la sécurité une détection précoce, de déclencher la compartimentation avec le bâtiment B et de lutter rapidement contre le sinistre.

Dans ces conditions, la demande de dérogation peut être acceptée.

Demande de dérogation n°2 :

Le pétitionnaire sollicite l'avis de la commission de sécurité sur une dérogation à l'article GH 13 de l'arrêté du 25 octobre 1977 concernant l'absence de degré de résistance au feu des parois de la façade Ouest, aux niveaux R+3 et R+4, situés immédiatement au-dessus d'un dièdre formé avec le bâtiment B.

Les niveaux inférieurs de l'IGH, formant un dièdre avec le bâtiment B, sont en matériaux pare-flamme de degré 1h minimum.

Le niveau R+2 du bâtiment B, accueille un local d'archives d'environ 100 m², dont les parois sont coupe-feu 1h et les vitrages sont pare-flamme de degré 1h sur 4 m horizontaux.

Les niveaux R+3 et R+4 de l'IGH, surplombant ce dièdre sur une hauteur de 8m, ne présentent aucun degré de résistance au feu.

Le pétitionnaire ne souhaite pas engager de travaux de mise en conformité de cette façade. Il précise que :

- ces mesures d'isolement ne sont pas reprises dans l'arrêté du 30/12/2011,
- les deux bâtiments sont sous la direction du même exploitant.

Les mesures compensatoires suivantes sont proposées :

- de la vidéosurveillance reliée au PC sécurité est installée au droit de cet angle ;
- de la détection automatique d'incendie sera installée dans le local archives situé au R+2 du bâtiment B en 2022 (dernier étage formant dièdre avec l'IGH);
- la façade fera l'objet d'une évaluation par le CSTB ou EFFECTIS, telle que prévue à l'article GH 12 de l'arrêté du 30/12/2011, en 2022.

Analyse réglementaire :

L'article GH 13 de l'arrêté du 25 octobre 1977 dispose que : « *Renforcement du comportement au feu de certains types de façades*

§ 1 – *Le tracé général des façades ne doit pas favoriser la transmission du feu, notamment par rayonnement ou par effet de tirage, aux compartiments voisins ou supérieurs.*

En conséquence le projet qui comporte des façades concaves ou des angles rentrants doit faire l'objet d'un examen spécial dans les conditions prévues à l'article R. 421-48 du code de

l'urbanisme, afin de déterminer si le parti retenu ne présente pas de risques de propagation supérieurs à ceux résultant des solutions décrites au paragraphe 2 ci-dessous :

§ 2 – a) Lorsque deux plans consécutifs de la façade d'un même immeuble de grande hauteur, ou des façades d'un immeuble de grande hauteur et d'une autre construction en contiguïté, forment entre eux un dièdre rentrant inférieur à 100°, les parties de façades situées à moins de 4 mètres de l'arête du dièdre doivent être pare-flammes de degré une heure au moins.[...]

En outre, si dans les deux cas ci-dessus, les plans de façades appartiennent sur un même niveau à deux compartiments du même immeuble de grande hauteur ou à un immeuble de grande hauteur et à une autre construction, la distance entre les parties de ces façades qui ne sont pas pare-flammes de degré une heure doit être supérieure à 8 mètres.[...]

d) Les dispositions prévues aux paragraphes a et b ci-dessus s'appliquent jusqu'à une hauteur de 8 mètres au-dessus du couronnement du corps de bâtiment le plus bas, à partir du prolongement de l'arête du dièdre.[...]

Le renforcement du comportement au feu n'est pas exigible si les façades formant des dièdres rentrants ferment des volumes partiels de compartiments répondant aux conditions ci-après :

- ces volumes sont délimités par des parois coupe-feu de degré une heure au moins et par des blocs-portes pare-flammes de degré une demi-heure au moins équipés de ferme-porte,*
- leur potentiel calorifique moyen au mètre carré est inférieur à la moitié des valeurs limites prévues aux articles G.H. 16 et G.H. 61 (§ 1) pour les compartiments (sanitaires, etc.) ».*

Dans la configuration présentée, seul le R+2 du bâtiment B serait conforme. Il n'est pas précisé la réaction au feu du R+1 et du RDC dudit bâtiment.

Les travaux de réhabilitation prévoyaient l'isolement des deux bâtiments (séance du 05/04/2001, PC.01.25.261) :

« L'isolement du bâtiment B par rapport au bâtiment C sera réalisé conformément aux articles GH 7 et C0 7 et suivants.

Les parois maçonnées entre le bâtiment B et le bâtiment C seront coupe-feu 2 heures.

En élévation les structures des 2 bâtiments sont indépendantes avec joint de dilatation.

Les angles rentrants constitués par les façades du bâtiment B et du bâtiment C en contiguïté seront renforcés par des éléments maçonnés ou verriers pare flamme 1 heure (distance prévue sur plan architecte)».

Ces travaux n'ont pas été réalisés et le pétitionnaire ne fait pas mention d'une impossibilité technique à leur réalisation.

Le pétitionnaire précise que ces éléments ne sont pas repris dans l'article GH 13 de l'arrêté du 30/12/2011. Toutefois, d'autres mesures y figurent auxquelles la conception des façades actuelles ne répondent pas (classement des matériaux constitutifs des façades, respect du C+D de l'IT n° 249 ou justification d'une performance de résistance au feu des façades de degré pare-flammes égale à une heure, feu extérieur vers intérieur ou E_o → i 60 avec utilisation du programme thermique normalisé...) :

[...]A. – Exigences pour toutes les façades.

§ 1. La masse combustible mobilisable (M) de la façade est inférieure ou égale à 130 MJ/m², l'ensemble des matériaux entrant dans sa constitution étant à prendre en compte.

Si la masse combustible mobilisable (M) de la façade est supérieure à 130 MJ/m², un dossier est soumis à l'avis de la commission centrale de sécurité dans les conditions prévues à l'article R. 122-11-6 du code de la construction et de l'habitation.

La même obligation s'impose si la façade fait l'objet d'une innovation technique importante.

Les composants et équipements de façade sont classés M0 ou A2-s3, d0, à l'exception :

- des cadres de menuiseries en bois ;
- des cadres de menuiseries classés M2 ou C-s3, d0 ;
- des cadres de menuiseries avec leurs remplissages verriers minéraux (et leurs éventuels intercalaires) classés C-s3, d0 ;
- des éléments verriers minéraux assemblés avec leurs intercalaires classés C-s3, d0 ;
- des peintures et systèmes d'imperméabilisation classés M2 ou C-s3, d0 ;
- des stores extérieurs ou intégrés classés M1 ou B-s3, d0 ;
- des joints et garnitures de joints.

B. – Exigences pour les façades vitrées.

Pour les façades vitrées, il faut :

- soit mettre en œuvre les dispositions constructives décrites dans l'instruction technique 249, avec application de la règle du C + D, en respectant :

$$C + D \geq 1,20 \text{ m si } M \leq 80 \text{ MJ/m}^2,$$

$$C + D \geq 1,50 \text{ m si } M \leq 130 \text{ MJ/m}^2 ;$$

- soit justifier d'une performance de résistance au feu des façades de degré pare-flammes égale à une heure, feu extérieur vers intérieur ou $E_o \rightarrow i, 60$ avec utilisation du programme thermique normalisé.

Lorsque deux plans de façade consécutifs, d'un même immeuble de grande hauteur ou d'un immeuble de grande hauteur et d'une construction contiguë, forment un dièdre rentrant vertical d'angle inférieur à 100°, les parties de façade situées à l'intérieur du dièdre sont pare-flammes de degré une heure ou $E_i \rightarrow o, 60$ sur une largeur minimale de 4 mètres depuis l'arête du dièdre, afin de limiter la propagation par effet de tirage thermique. Cette disposition ne s'applique pas aux retraits ou aux avancées de moins de 1 mètre.

Entre deux compartiments situés à un même niveau d'un immeuble de grande hauteur ou entre un immeuble de grande hauteur et une construction contiguë dont les plans de façade consécutifs forment un dièdre rentrant vertical, les dispositions suivantes sont à respecter :

- lorsque l'angle du dièdre est inférieur à 135°, les parties de façade situées de part et d'autre de l'arête du dièdre sont coupe-feu de degré une heure ou $EW_i \rightarrow o, 60$ sur une largeur minimale de 2 mètres, pour limiter les transferts thermiques par rayonnement,
- lorsque l'angle du dièdre est supérieur ou égal à 135° mais inférieur à 180°, les parties de façade situées de part et d'autre de l'arête du dièdre sont pare-flammes de degré une heure ou $E_i \rightarrow o, 60$ sur une largeur minimale de 1 mètre, pour limiter la propagation par convection sous l'effet d'un vent latéral.

C. – Exigence pour les façades non vitrées.

L'exigence requise pour les façades non vitrées est un degré pare-flammes d'une heure, feu extérieur vers intérieur ou $E_o \rightarrow i, 60$ avec utilisation du programme thermique normalisé ».

Comme précisé au § 1 de l'article GH 13 de l'arrêté du 25/10/1977, « *Le tracé général des façades ne doit pas favoriser la transmission du feu, notamment par rayonnement ou par effet de tirage, aux compartiments voisins ou supérieurs* ».

Aucune des mesures compensatoires proposées ne permettent d'atteindre cet objectif de sécurité :

L'installation de la vidéosurveillance permet une détection précoce, à condition que celle-ci soit veillée en permanence par le service de sécurité ; cependant celui-ci ne dispose pas de moyens de secours nécessaires à l'extinction d'un feu de façade naissant. Aucun dispositif actionné de sécurité ne peut s'opposer à une telle propagation. La vidéosurveillance permettrait au mieux une alerte précoce des services de secours.

L'installation de la détection automatique d'incendie dans le bâtiment B permettrait une détection précoce d'un incendie au R+2 du bâtiment B, dans le cas où celle-ci serait reliée au PC sécurité de l'IGH. Cela ne permet pas pour autant la détection d'un incendie au R+1 ou RDC, pouvant également être à l'origine d'une propagation en façade.

A la vue des éléments présentés, la commission de sécurité ne peut ni attester de la conformité aux articles GH 12 et GH 13 de l'arrêté du 30/12/2011, ni déterminer « si le parti retenu ne présente pas de risques de propagation supérieurs à ceux résultant des solutions décrites au paragraphe 2 » de l'article GH 13 de l'arrêté du 25/10/1977 modifié. Elle peut d'autant moins se prononcer sur une demande de dérogation concernant le comportement au feu des façades (c.f « entendus » ci-après).

Demande de dérogation n° 3 :

Le pétitionnaire sollicite l'avis de la commission de sécurité sur une dérogation aux articles GH 24 de l'arrêté du 25 octobre 1977 et GH 23 de l'arrêté du 30/12/2011 concernant l'absence de dissociation des escaliers desservant les étages et le sous-sol au rez-de-chaussée bas.

La réglementation applicable en 1968 ne prévoyait pas cette dissociation. La réalisation de cette dissociation ne peut s'effectuer compte-tenu des dispositions architecturales qui impliqueraient « une reprise structurale démentielle ».

Les mesures compensatoires suivantes sont proposées :

- renforcement du balisage d'évacuation vers l'extérieur (orientant les personnels présent au niveau RDC bas,
- renforcement de la fonctionnalité du dispositif interdisant aux personnels de se rendre au sous-sol,
- renforcement de la formation sur ce point et exercices d'évacuations.

Analyse réglementaire :

Les articles GH 24 de l'arrêté du 25 octobre 1977 et GH 23 de l'arrêté du 30/12/2011 disposent que :

Article G.H. 24

« [...] § 4 – *Les escaliers desservant les étages, d'une part et les niveaux inférieurs, d'autre part, doivent s'arrêter au niveau le plus élevé d'accès des piétons. [...] Aucune communication ne doit exister entre les volumes de ces escaliers[...]* ».

Ces dispositions permettent d'éviter au public, empruntant les escaliers lors d'une évacuation, de se rendre en sous-sol ou, à l'inverse, de se retrouver en étage, plutôt que d'évacuer vers l'extérieur afin de s'extraire du bâtiment sinistré.

Les mesures compensatoires présentées visent à empêcher le public situé aux niveaux supérieurs de pénétrer au sous-sol grâce à la mise en place du dispositif de blocage situé au droit de la volée permettant l'accès au sous-sol.

Le balisage renforcé vise à inciter les personnels situés au RDC bas de ne pas emprunter l'escalier menant au sous-sol, en plus du dispositif de blocage.

Enfin la formation renforcée et les exercices permettent aux personnels de bien connaître les lieux et les issues de secours à utiliser.

Dans la mesure où, en l'état actuel des connaissances de l'art, une impossibilité technique à séparer les volumes des escaliers est mise en évidence, la demande de dérogation peut être acceptée compte-tenu des mesures compensatoires proposées, dans l'attente d'une solution technique constructive réalisable et envisageable.

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT :

Le site est composé de plusieurs bâtiments répartis de la manière suivante :

Lot 1 : Bâtiment C, R + 15 sur rez-de-chaussée haut, bas et sous-sol avec terrasse technique, classé en IGHW1,

Lot 2 : Bâtiments A et B, R + 6 partiel sur sous-sol, classé en 5^{ème} catégorie (Cf. AT 2009.25.240 du 27.07.2009),

Lot 3 : Bâtiment accueil, R + 1, classé en 5^{ème} catégorie (Cf. PC 2004.25.691 du 17.12.2004),

Lot 4 : Restaurant inter-administratif (RIAM) assujetti au Code du travail.

BATIMENT C - DESCRIPTIF DU LOT N° 1 :

Le bâtiment est constitué de :

- Terrasse technique : avec machineries ascenseurs et 2 groupes froid de production d'eau glacée d'une puissance totale absorbée de 402 kW, soumise à déclaration au titre des ICPE.

- R + 15 à R + 1 : un compartiment par niveau de 350 m² environ, avec 2 escaliers munis de dispositifs d'intercommunication.

- Rez-de-chaussée haut : compartiment avec poste central de sécurité.

- Rez-de-chaussée bas : - 2 salles de réunion de 85 et 55 m²,
- 2 bureaux,
- local transformateur et groupe électrogène de sécurité sur l'arrière.

- Sous-sol : locaux techniques électriques et locaux de stockage d'archives.

Ce bâtiment présente un plancher bas du niveau le plus haut accessible, situé à 49,60 m. Il est doté d'un désenfumage mécanique avec les caractéristiques de la solution B et d'un SSI de catégorie A. Deux poteaux incendie, situés à moins de 60 mètres, sont destinés à assurer l'alimentation des colonnes sèches.

EFFECTIF ET CLASSEMENT :

Etage	Service	Effectif public	Effectif personnel	Total
15	DSEN	1	15	16
14	DSEN	1	21	22
13	DSEN	1	28	29
12	DSEN	1	28	29
11	DSEN	1	19	20

Etage	Service	Effectif public	Effectif personnel	Total
10	DSEN	1	30	31
9	DSEN	1	21	22
8	DSEN	1	20	21
7	DSEN	1	24	25
6	DSEN	1	24	25
5	ONAC - DIRECCTE	1	10	11
4	DIRECCTE	0	21	21
3	DIRECCTE	0	16	16
2	DIRECCTE	0	19	19
1	DIRECCTE	0	17	17
RDC Haut	DIRECCTE	10	17	27
RDC Bas	Salles de réunion	05*	20*	/effectifs des étages supérieurs, non cumulé
TOTAL		21	350	371

Au vu de ses caractéristiques constructives, le bâtiment est classé IGHW 1.

Le permis de construire étant postérieur au 06/12/1967, l'établissement est assujéti à l'article 3 § 1 de l'arrêté du 18/10/1977.

EXTRAIT DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ANTERIEURE :

DATE	OBJET	REF	AVIS
05/11/68	Permis de construire	PC.68.10.1994	Sans avis
28/01/71	Visite de conformité	VC.71.3.115	Sans avis
05/10/83	1 ^{ère} tranche de travaux, désenfumage et compartimentage	CC.83.50	Favorable
27/03/84	Réception désenfumage	VS.84.40	Sans avis
05/04.01	Permis de construire réhabilitation	PC.01.25.261	Favorable
12/09/03	Visite de sécurité, réception 1 ^{ère} tranche	VS.03.25.208	Défavorable
17/12/04	Permis de construire travaux ponctuels	PC.04.25.691	Favorable
07/01/05	Levée de réserves de la visite de sécurité de 2003	CE.04.25.758	Défavorable
25/02/05	Déclaration de travaux des façades	DT.05.25.80	Favorable
16/10/09	Visite périodique	VP.09.25.86	Défavorable
21/07/14	Visite périodique	VP.14.25.35	Défavorable (*)
09/06/17	Autorisation de travaux et demande de dérogation (niches en excroissance) AT 77.288.16.H.0744 et AT 77.288.17.P.0205	AT.2017.119	Défavorable (**)
02/02/18	Levée de prescriptions	LP 2016.796	Défavorable (***)
16/02/18	Courrier accusé réception abandon des travaux de niche en excroissance	CD 2018.099	/

(*) un **avis défavorable** à la poursuite des activités de la CITE ADMINISTRATIVE de MELUN, compte-tenu qu'aucune réception de travaux ni projet d'aménagement n'ont été effectués et que des défauts de compartimentage et d'alarme ont été relevés lors de la visite.

(**) un **avis défavorable** aux deux demandes d'autorisation de travaux n° AT 77.288.16.H.0744 et AT 77.288.17.P.0205 concernant les travaux de réaménagement des bureaux de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECTE), compte-tenu qu'ils ne prévoient pas d'amélioration du niveau de sécurité du bâtiment.

(***) un **avis défavorable** à la poursuite des activités de la CITE ADMINISTRATIVE de MELUN, compte-tenu qu'aucune réception de travaux ni projet d'aménagement n'ont été effectués et que des défauts de compartimentage et d'alarme ont été relevés lors de la dernière visite périodique, et que les éléments présentés ne lèvent aucune observation (devis).

DOCUMENTS ETUDIES :

- A. Courrier du régisseur de la cité administrative en date du 12/03/2019.
- A. Demande d'autorisation de construire n° 077 288 19 P 0630, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) (Cerfa n° 13825*02)) datée du 28/06 /2019.
- B. Dossier présentant un schéma directeur de mise en sécurité incendie de la cité administrative - bâtiment C : IGH établi par monsieur TOMEZACK, chef du service de sécurité, le 29/01/2019.
- C. Rapport de vérifications réglementaires après travaux « immeuble de grande hauteur Melun – Rénovation de la cité administrative », missions AV + F + HAND + L + LE + PHa + PV + SEI, référencé n° 1077061/1 révision n° 4, établi par le bureau VERITAS le 05/11/2015, comportant 56 observations.
- D. Rapport de vérifications réglementaires après travaux « Levée des réserves Rapport n°1 077 061 indices 5 et reprise indice 5 citée administrative », mission SEI, référencé n° 7152417/1 révision n° 1, établi par le bureau VERITAS le 25/01/2019, comportant 25 observations.
- E. Rapport de vérifications réglementaires après travaux « programme 2018 – Bâtiment IGH W1 « C » - missions SEI-AOERP, référencé n°7152419/1, établi par le bureau VERITAS le 28/01/2019, comportant 5 observations.

Les documents présentés sont de nature à lever les prescriptions suivantes :

Prescriptions maintenues depuis 2009 :

Identifier clairement les différentes vannes police-fuel du local groupe électrogène, conformément à l'article GH 44.

Identifier les raccords d'alimentation des colonnes sèches de manière à préciser les escaliers desservis, conformément à l'article GH 54.

Prescription émise à l'issue de la visite périodique en 2014 :

Remettre en état de fonctionnement les interphones de sécurité des niveaux (GH 50).

Prescription relative à l'autorisation de travaux du 09/06/2017 (procès-verbal n° 2017.12, affaire n° 03) :

Transmettre un projet de mise en conformité de l'établissement prenant en compte les nombreuses prescriptions émises par la sous-commission ERP-IGH depuis 2003 et les observations relevées dans le rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par le bureau VERITAS, référencé 1077061/1 en date du 05/11/2015.

Les documents présentés sont de nature à lever partiellement les prescriptions suivantes (*inscrites en italique et gras*):

Prescription maintenue depuis 2009 :

Fournir à la sous-commission ERP-IGH :

- transmettre à monsieur le Préfet de Seine et Marne un dossier d'aménagement pour chaque niveau, intégrant la liste exhaustive des travaux réalisés, pour avis de la sous-commission ERP-IGH, conformément à l'article R 122.11 du Code de la construction et de l'habitation. Ce dossier devra être constitué de :

- . un imprimé d'autorisation d'aménager un IGH,
- . le plan de niveau existant (situation du PC de 2001 à l'état de projet),
- . le plan de niveau actuel,
- . une notice descriptive des travaux réalisés,
- . une notice de sécurité intégrant la gestion de l'évacuation des personnes en situation de handicap,
- . une déclaration d'effectif.

- l'engagement du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité (article 46 du décret du 08/03/95) concernant les travaux suivants :

- . la mise en sécurité de la 1^{ère} phase (avant 2003),
- . la mise en sécurité de la 2^{ème} phase (après 2003),
- . les travaux liés aux permis de construire de 2004 (groupe froid et CVC),
- . les travaux liés à l'autorisation de travaux de 2005 (façades).

- l'attestation de contrôle technique mission relative à la solidité émanant d'un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur (article 46) pour les travaux mentionnés en 2.2.

- ***le rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur pour les travaux suivants (article GH 59) :***

- . ***la mise en sécurité de la 2^{ème} phase (après 2003),***
- . les travaux liés aux permis de construire de 2004 (groupe froid et CVC),
- . les travaux liés à l'autorisation de travaux de 2005 (façades).

- le rapport de vérification du potentiel calorifique établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur concernant :

- . les façades (article GH 12),
 - . ***les éléments mobiliers (article GH 61),***
- de l'ensemble du bâtiment.

- la liste des personnels assurant les services locaux de sécurité accompagnée d'une attestation de formation en relation avec leurs missions conformément à l'article GH W6, à savoir :

§ 2. Les occupants de chaque compartiment sont tenus de participer au service local de sécurité. Il doit être composé d'un chef de compartiment et d'agents désignés parmi le personnel permanent de chaque entreprise au prorata de son effectif. Le nombre des agents est égal au vingt-cinquième au moins des occupants du compartiment, avec un minimum de cinq

personnes.

§ 4. Le service local de sécurité a pour mission en cas de sinistre :

- de déclencher l'alarme et l'alerte,
- de vérifier l'isolement du compartiment par la fermeture des portes coupe-feu,
- d'organiser l'évacuation du compartiment,
- de mettre en œuvre les moyens de premiers secours,
- de rendre compte de la situation au poste central de sécurité.

- le listing et l'attestation de recyclage SSIAP, secourisme et formation HObo et ascenseurs de l'équipe de sécurité (GH 62).

Prescription émise à l'issue de la visite périodique en 2014 :

.Fournir à la sous-commission ERP-IGH :

- *un rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur, relatif aux conditions d'isolement avec le bâtiment B, y compris la coursière extérieure (article GH 59),*
- *un procès-verbal de résistance au feu des blocs-portes nouvellement installés dans les SAS d'escaliers (article GH 25),*
- *une attestation de conformité des 2 nouveaux poteaux d'incendie (article GH 52),*
- les rapports de vérifications réglementaires en exploitation concernant :

Tous les 6 mois :

. le fonctionnement des ascenseurs équipés d'un dispositif d'appel prioritaire.

Tous les ans :

- . les installations électriques et d'éclairage,
- . le fonctionnement des ascenseurs non munis de dispositif d'appel prioritaire,
- les scénarios du SSI, de l'ensemble des DAS et les conditions d'exploitation du SSI,
- les exutoires de désenfumage des escaliers,
- la vitesse, débit et pression du désenfumage mécanique,
- les moyens d'extinction,
- les interphones et les moyens de liaisons phoniques,
- les portes coulissantes,
- l'installation de chauffage.

Tous les 2 ans :

- paratonnerre.

Tous les 5 ans :

- l'évaluation de la charge calorifique surfacique.

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION ERP-IGH

(Affaire n° 01)

Entendu monsieur ROQUES, adjoint du directeur, qui précise :

- qu'un programme parallèle de rénovation de l'ensemble des baies, huisseries et façades des bâtiments de la cité administrative a été budgété pour 2020, et que, par conséquent, la mise en conformité totale des façades du bâtiment sera réalisée avant la fin de la phase n° 3 du schéma directeur de mise en sécurité,

- qu'une demande d'autorisation de travaux de mise en conformité totale des façades du bâtiment sera déposée en ce sens et que de fait, la demande de dérogation n° 2 est rendue caduque,

Entendu monsieur TOMEZAK, directeur de la cité administrative ;

Entendu monsieur BLAIN, préventionniste bureau VERITAS ;

Entendu les membres de la sous-commission ERP-IGH, celle-ci émet :

- un **avis favorable** à la demande de dérogation n° 1 concernant la non-conformité de la réaction au feu du plancher de la galerie d'intercommunication avec le bâtiment B, l'absence d'un exutoire de fumées et l'absence d'installation d'une tête de détection incendie au droit de la passerelle dite « galerie couverte ouverte »,

- un **sursis à statuer** à la demande de dérogation n° 2 concernant l'absence de degré de résistance au feu des parois de la façade Ouest, aux niveaux R+3 et R+4, situés immédiatement au-dessus d'un dièdre formé avec le bâtiment B, compte-tenu que le pétitionnaire va déposer une demande d'autorisation de travaux visant à rendre celle-ci conforme à la réglementation,

- un **avis favorable** à la demande de dérogation n° 3 concernant l'absence de dissociation des escaliers desservant les étages et le sous-sol au rez-de-chaussée bas, dans l'attente d'une solution technique constructive réalisable et envisageable,

- un **avis favorable** au schéma global de mise en sécurité,

- un **avis défavorable** à la poursuite des activités de la CITE ADMINISTRATIVE de MELUN, compte-tenu des défauts de compartimentage et d'alarme ont été relevés lors de la dernière visite périodique.

Après étude des documents, les prescriptions suivantes doivent être réalisées :

Prescription maintenue depuis 2003 :

1. Fournir à la sous-commission ERP-IGH :

- 1.1 Le procès-verbal de réception complet du SSI établi par un coordinateur SSI (prescription maintenue depuis 2003) intégrant les transformations intervenues après 2003, conformément à l'article GH 59.
- 1.2 Le rapport de vérifications réglementaires après travaux du SSI établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur incluant les transformations intervenues après 2003, conformément à l'article GH 59.
- 1.3 La levée des 3 observations restantes du rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par le bureau VERITAS en date du 16/05/2003 référencé NSL-9B-980-243B/282022.

Prescriptions maintenues, modifiées partiellement et renumérotées depuis 2009 :

2. Fournir à la sous-commission ERP-IGH :
 - 2.1 Transmettre à monsieur le Préfet de Seine et Marne un dossier d'aménagement pour chaque niveau, intégrant la liste exhaustive des travaux réalisés, pour avis de la sous-commission ERP-IGH, conformément à l'article R 122.11 du Code de la construction et de l'habitation. Ce dossier devra être constitué de :
 - . un imprimé d'autorisation d'aménager un IGH,
 - . le plan de niveau existant (situation du PC de 2001 à l'état de projet),
 - . le plan de niveau actuel,
 - . une notice descriptive des travaux réalisés,
 - . une notice de sécurité intégrant la gestion de l'évacuation des personnes en situation de handicap,
 - . une déclaration d'effectif.
 - 2.2 L'engagement du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité (article 46 du décret du 08/03/95) concernant les travaux suivants :
 - . la mise en sécurité de la 1^{ère} phase (avant 2003),
 - . la mise en sécurité de la 2^{ème} phase (après 2003),
 - . les travaux liés aux permis de construire de 2004 (groupe froid et CVC),
 - . les travaux liés à l'autorisation de travaux de 2005 (façades).
 - 2.3 L'attestation de contrôle technique mission relative à la solidité émanant d'un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur (article 46) pour les travaux mentionnés en 2.2 :
 - . les travaux liés aux permis de construire de 2004 (groupe froid et CVC),
 - . les travaux liés à l'autorisation de travaux de 2005 (façades).
 - 2.4 Le rapport de vérification du potentiel calorifique établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur concernant :
 - . les façades (article GH 12),
 - . de l'ensemble du bâtiment.
 - 2.5 La liste des personnels assurant les services locaux de sécurité accompagnée d'une attestation de formation en relation avec leurs missions conformément à l'article GH W6, à savoir :

§ 2. Les occupants de chaque compartiment sont tenus de participer au service local de sécurité. Il doit être composé d'un chef de compartiment et d'agents désignés parmi le personnel permanent de chaque entreprise au prorata de son effectif. Le nombre des agents est égal au 25^{ème} au moins des occupants du compartiment, avec un minimum de cinq personnes.

§ 4. Le service local de sécurité a pour mission en cas de sinistre :

 - de déclencher l'alarme et l'alerte,
 - de vérifier l'isolement du compartiment par la fermeture des portes coupe-feu,
 - d'organiser l'évacuation du compartiment,
 - de mettre en œuvre les moyens de premiers secours,
 - de rendre compte de la situation au poste central de sécurité.
 - 2.6 Le listing et l'attestation de recyclage SSIAP, secourisme et formation H0B0 et ascenseurs de l'équipe de sécurité (GH 62).
3. S'assurer du respect du potentiel calorifique dans les locaux du sous-sol en rapport avec les conditions d'isolement, conformément à l'article GH 61.
4. Afficher les plans à chaque niveau, conformément à l'article GH 56 § 2.
5. Informer les occupants des conditions dans lesquelles est assurée la protection contre l'incendie de l'immeuble et leur rappeler l'importance du respect des diverses dispositions de sécurité, conformément à l'article GH 60 § 5.

6. Doter le bâtiment de services locaux de sécurité, conformément à l'article GH W6 § 2 et former aux missions qui lui sont dévolues à l'article GH W6, à savoir entre autres :
 - de déclencher l'alarme et l'alerte,
 - de vérifier l'isolement du compartiment par la fermeture des portes coupe-feu,
 - d'organiser l'évacuation du compartiment,
 - de mettre en œuvre les moyens de premiers secours,
 - de rendre compte de la situation au poste central de sécurité.

Prescriptions émises et renumérotées à l'issue de la visite périodique en 2014 :

7. Fournir à la sous-commission ERP-IGH les rapports de vérifications réglementaires en exploitation concernant :
 - Tous les 6 mois :
 - . le fonctionnement des ascenseurs équipés d'un dispositif d'appel prioritaire.
 - Tous les ans :
 - . les installations électriques et d'éclairage,
 - . le fonctionnement des ascenseurs non munis de dispositif d'appel prioritaire,
 - les scénarios du SSI, de l'ensemble des DAS et les conditions d'exploitation du SSI,
 - les exutoires de désenfumage des escaliers,
 - la vitesse, débit et pression du désenfumage mécanique,
 - les moyens d'extinction,
 - les interphones et les moyens de liaisons phoniques,
 - les portes coulissantes,
 - l'installation de chauffage.
 - Tous les 2 ans :
 - paratonnerre.
 - Tous les 5 ans :
 - l'évaluation de la charge calorifique surfacique.
8. Remettre en état de fonctionnement les blocs-portes d'isolement des gaines d'ascenseurs (article GH 31).
9. Obturer, au moyen de matériaux coupe-feu de degré 2 heures, les trous des gaines techniques verticales (article GH 17).
10. Vérifier la présence et le fonctionnement des ferme-portes des blocs-portes des sas d'évacuation (article GH 25).

Nouvelles prescriptions :

11. Demander à monsieur le Maire, un mois avant la fin des travaux concernant la galerie de liaison dite « couverte-ouverte » puis un mois avant la fin des travaux de la tranche n°3 et lorsque le pétitionnaire le juge nécessaire, le passage du groupe de visite de la sous-commission ERP-IGH (article R. 122-19 du code de la construction et de l'habitation).
12. Adresser au secrétariat de la sous-commission ERP-IGH, 48 heures avant chaque visite de réception de ces travaux (articles 46, 47 et 48 du décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié) :
 - le procès-verbal de réception du SSI établi par le coordinateur SSI, le cas échéant,
 - les rapports de vérifications réglementaires après travaux établis par une personne ou un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur,

- une attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité,
- une attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée, lorsque les travaux le nécessitent, ainsi qu'un relevé de conclusions compte tenu des travaux réalisés.

En cas de non présentation de ces documents, la visite ne pourra être effectuée.

« En application de l'article R 123-49 du Code de la construction et de l'habitation, il est rappelé qu'il appartient au Maire de notifier le résultat des visites et sa décision aux exploitants soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Chef du Bureau de la Réglementation des Sécurités,

Françoise GANCARZ

Destinataires : membres de la sous-commission ERP/IGH

« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement automatisé en application de l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des établissements recevant du public »

